



99 bis Ave du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

04-06-2014

Le coût du travail, parlons-en

Le coût du travail : Cette expression est au cœur de tout le discours officiel, des patrons, des experts, des journalistes, des hommes politiques de gauche et de droite, bref de tous les serviteurs du Grand Capital. Cette expression désigne habilement ce que les capitalistes sont obligés de dépenser pour rémunérer celles et ceux qui les engraisent. Ce serait, à entendre les voix autorisées, le seul obstacle au développement économique, la seule cause du chômage et de l'effondrement de la production.

Quelques organisations, comme la CGT, Solidaires ou des forces politiques (FDG, NPA) ont lancé une campagne pour lui opposer le coût du capital. Elles fondent leur argumentation sur le fait qu'entre les années 70 et aujourd'hui la part des richesses allant au travail et celle allant au capital se sont inversés : dans les années Giscard, 60 % du produit des richesses allait au travail et depuis les années Sarkozy, 60 % de ce même produit va au capital.

Pour Communistes, ce n'est pas ainsi que l'on doit combattre l'idéologie du « coût du travail » et tout ce qu'elle engendre. Le point de départ de cette campagne induit une logique de répartition des richesses. C'est d'ailleurs le slogan majeur de toutes les organisations citées plus haut : elles proposent une autre répartition des richesses, que les capitalistes daignent en laisser un peu plus aux salariés. Cette référence indique bien que le but cherché n'est pas de renverser le capitalisme mais de l'aménager pour le rendre plus supportable.

Il s'agit d'un gigantesque leurre. De la même manière que l'Union européenne ou le FMI, créations du grand Capital, ne seront jamais au service des travailleurs, les grands capitalistes ne lâcheront jamais d'eux-mêmes un peu de lest pour que la vie des salariés soit moins difficile. Tout est affaire de rapport de force et l'actuel leur permet de ne rien céder, bien au contraire.

En s'en tenant à une lutte de cette nature, sans mettre en cause la société capitaliste elle-même, on recule idéologiquement et politiquement.

Il faut revenir aux fondamentaux. La plupart des salariés aujourd'hui, qu'ils soient en activité ou au chômage, sont des prolétaires au sens défini par Marx. Ils n'ont que leur force de travail à vendre. Depuis que le capitalisme existe, les patrons ont besoin de salariés pour produire, ou pour effectuer d'autres tâches qui enrichissent le Capital. La rémunération qu'ils leur versent est largement en-dessous du travail accompli, c'est ce que Marx avait mis à jour. La différence entre le produit des richesses créées et les dépenses en matériel plus les salaires s'appelle la plus-value. C'est à partir de cette plus-value que les grands groupes capitalistes réalisent des centaines de milliards de profits.

Marx a démontré que la source des crises, c'est justement la baisse tendancielle de ce taux de profit. En clair, les dividendes des actionnaires se mettent à grimper moins vite. Depuis le début du stade de l'impérialisme qu'a décrit Lénine il y a plus d'un siècle, la saturation du marché se produit régulièrement. Aujourd'hui, pour les capitalistes de l'Union Européenne, par exemple, il n'y a plus de nouveaux marchés sur la planète, sauf à les conquérir, par exemple en dépeçant la Yougoslavie ou en perpétrant un coup d'Etat en Ukraine, ou encore en intervenant militairement au Mali. A ce stade, les requins ne peuvent plus que se manger entre eux, leur taux de profit baisse. Sur quoi peuvent-ils se refaire : il y a bien la spéculation, mais c'est aléatoire. Reste à prendre sur les salaires, les cotisations et, comme il faut une base idéologique crédible, on invente le « coût du travail ».

La solution ne réside pas dans une quelconque répartition des richesses. Ce qui bloque, c'est le système capitaliste lui-même. S'il bloque, c'est parce que les moyens de production et d'échange sont dans les mains de quelques-uns au lieu d'être collectivisés. Il faut abolir la propriété privée des moyens de production et d'échange. Ce n'est qu'à partir du moment où les salariés posséderont les outils en question qu'ils pourront rémunérer équitablement toutes celles et tous ceux qui créent les richesses. Toute autre proposition sert objectivement à la survie du système capitaliste et cache l'idée simple que la lutte des classes seule permettra de changer la vie.

Résister efficacement, c'est se projeter dans l'avenir et voir que seule la fin du capitalisme nous débarrassera du coût du travail.

Cela ne veut pas dire se croiser les bras et attendre le grand soir, mais construire tous les jours, dans la difficulté certes, le passage à une autre société et donc afficher les revendications justes. Aidons-nous, aidons nos luttes en ne détournant pas leur but. Contre l'idéologie du coût du travail, la seule solution est la socialisation des moyens de production et d'échange disons-le...

www.sitecommunistes.org